

Des combattants burundais et rwandais multiplient les incursions en RDC

RFI, 22/04/2020 La société civile du Sud-Kivu alerte depuis une dizaine de jours des incursions de l'armée burundaise dans la province du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, dans les Hauts Plateaux au-dessus de la ville d'Uvira. Des opérations lancées il y a moins d'un mois des élections générales dont une présidentielle le 20 mai prochain, au Burundi. Quel est leur objectif ?

Selon les témoignages recueillis par la société civile d'Uvira, il s'agit d'un groupe de 250 à 300 hommes fortement entraînés et qui serait composé de soldats burundais, de démobilisés et Imbonerakure membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, ainsi que des combattants du CNRD, un groupe armé dissident des miliciens hutus rwandais des FDLR. Ils sont entrés en RDC il y a une dizaine de jours. Quelque 150 hommes ont traversé le lac Tanganyika au sud d'Uvira, avant de monter dans les chaînes de Mitumba, dans les Hauts Plateaux, avec la complicité d'un groupe militaire de Bavira. Une centaine d'autres sont passés au nord de la ville de Uvira, avant de gagner les Hauts Plateaux du Minembwe, où ils bénéficient de la complicité du groupe d'autodéfense Banyamulenge Gumino. Depuis, les deux groupes font mouvement. Leur objectif : prendre en tenailles les rebelles burundais de la faction Red Tabara qui sont retranchés dans la région. « Les Red Tabara, soutenus par le pouvoir rwandais, préparent une perturbation des élections au Burundi. Ils veulent les neutraliser avant que les élections n'aient lieu », confie un acteur de la société civile du Minembwe qui a préféré garder son anonymat. Ni Kinshasa, ni Gitega n'ont réagi officiellement jusqu'ici. Mais les deux capitales ont toujours parlé d'un accord de coopération qui « se limite aux renseignements », en niant l'existence d'un accord secret qui permet depuis des années à l'armée burundaise, d'intervenir au-delà de sa frontière. L'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, désormais allié à Kigali, ces incursions « se feraient de moins en moins en accord des autorités congolaises », note un spécialiste de la région.